

Privatisation des barrages hydro-électriques :
Réussite de l'initiative le 6 avril à l'Isle Jourdain
du SYNDICAT CGT ENERGIE Deux-Sèvres / Vienne.

Pompe à fric ou outil au service du public ?

C'est tout l'enjeu de cette tentative de privatisation des barrages que la CGT combat.

En cette période où les enjeux climatiques sont très présents, doit-on laisser nos dirigeants brader le patrimoine national à des intérêts privés qui n'ont que faire de l'écologie ? Seul compte le fric !

L'hydro-électricité, c'est une énergie très économique, propre, renouvelable, stockable et modulable pour répondre en instantané aux besoins en énergie du pays. C'est la première source d'énergie renouvelable. Elle doit rester dans le giron public, pas laissée aux mains de prédateurs financiers !

Petit à petit, **le combat que mène la CGT progresse** et déjà 100 Députés **demandent** au gouvernement **d'abandonner son projet piloté par Bruxelles. La poursuite de l'action s'impose !**



RETRAITES : L'avenir s'écrit en luttant !

Alors que se profile la dangereuse réforme des retraites par point, une nouvelle fois **les retraités ont fait entendre leurs voix pour exiger une augmentation du pouvoir d'achat** ce 11 avril, dans le cadre d'une action nationale relayée tout naturellement dans les Deux-Sèvres.



Près de 300 manifestants ont rejoint les cortèges de Niort et Bressuire pour **exiger une augmentation des pensions** plus que nécessaire, surtout dans un département comme le nôtre dont le niveau moyen des pensions est inférieur de 200 € à la moyenne nationale.

Particulièrement visés par la politique antisociale du gouvernement Macron, bien anticipée par ses prédécesseurs, il faut le dire, c'est aujourd'hui flagrant : **en 3 ans, les retraités ont perdu 2 mois de pension**. Un bilan dont les conséquences sont visibles : de plus en plus de retraités s'enfoncent dans la misère.

La CGT, avec les retraités, ne peut se résigner à cette situation. Il faut continuer à manifester, à se mobiliser pour faire entendre raison à un gouvernement sourd aux exigences de progrès social.

L'avenir s'écrit en luttant !

13 AVRIL : Pour la liberté !

Paniqué par le mouvement social qui s'intensifie, le gouvernement et ses alliés mènent une campagne pour tenter de le discréditer.



C'est ainsi que chaque manifestation des Gilets Jaunes est fortement médiatisée et le moindre dérapage trouve un écho très amplifié et souvent déformé. Et c'est ainsi que le projet de loi dit « anti-casseurs » est apparu, censé répondre aux exactions de casseurs pourtant bien connus des services de police.

Au passage, ce projet de loi s'attaque fortement aux libertés publiques et bien que partiellement censuré par le Conseil Constitutionnel, il n'en reste pas moins que la loi reste profondément **une atteinte au droit de manifester**.

C'est pourquoi un collectif de près de 50 organisations, dont la CGT, a appelé à la mobilisation nationale le 13 avril. Initiative relayée bien sûr en Deux-Sèvres, à Niort. Près de 200 manifestants, pour s'opposer à cette loi et en demander l'abrogation, ont manifesté et, symboliquement, rejoint la Préfecture.

L'escalade répressive du gouvernement et l'accumulation des lois qui aggravent notre quotidien devront bien, un jour ou l'autre, trouver face à elles une mobilisation suffisamment conséquente pour inverser le cours des choses.

Faute de quoi, l'extrémisme du gouvernement continuera d'aggraver notre quotidien.



SANTE : Ne laissons pas les idéologues saccager notre bien commun : l'Hôpital



C'est peu de dire que l'Hôpital public est en grand danger !

Que ce soit au Centre Hospitalier Nord Deux-Sèvres ou celui de Niort, les effets d'une politique d'austérité de plus en plus violente se font sentir.

Les luttes menées dans ces établissements sont quotidiennes, elles mettent très souvent la question médicale sous les feux de la rampe. Et peu s'attendaient « au grand soir » lors des tables rondes des 12 (à Parthenay) et 16 avril (à Niort).

Pas ou peu de propositions, l'orthodoxie gestionnaire comme seule feuille de route, les représentants de l'ARS (Agence Régionale de Santé) ont tenté de nous entraîner sur des sujets subalternes qui les dédouanent de leurs responsabilités.

L'état de la route pour accéder au CHNDS ou la couleur des murs en psychiatrie à Niort ne sont pas des sujets susceptibles de nous faire plier et abandonner le combat. On laisse ça à d'autres !

Pour la CGT, la question de la politique de santé est un sujet majeur dont doivent d'emparer les usagers et pas seulement les soignants. Partout, les luttes se développent.

A nous de ne pas baisser le pavillon du combat syndical pour enfin gagner !

